

Communiqué de presse

Italie, l'extrême droite à l'œuvre

En Italie, l'extrême droite à visage « humain », celui de Georgia Meloni, élue en 2022, qui vient de décider la suppression du revenu de citoyenneté, d'un montant moyen de 581 euros par mois, soit un peu l'équivalent de notre RSA. Le 1er août, 169 000 foyers italiens ont donc reçu un message leur indiquant que cette aide ne leur serait plus versée. Voilà ce qu'est l'extrême droite au pouvoir.

C'est dans cette même Italie de l'extrême droite, qui n'a pas de loi pour combattre les discriminations LGBT+phobes, que s'organise aujourd'hui une traque pour désaffilier les enfants de famille homoparentale. En effet, le gouvernement d'extrême droite fait retirer le nom de la mère non biologique de l'acte de naissance et elle perd toute autorité parentale.

À ces deux mesures, l'extrême droite française applaudit, car c'est en substance le même type de mesure qu'ils entendent appliquer s'ils arrivent au pouvoir. Les mêmes qui se présentent comme les « défenseurs du social et du peuple », mais qui sont toujours les plus prompts à démanteler les ramifications d'un état providence que toutes les générations passées ont forgé au prix de leurs efforts, et même parfois de leur vie.

Ne nous y trompons pas, l'extrême droite en Italie comme en France reste inféodée à des politiques ultra-libérales et à l'ordre répressif. Sous couvert de « lutte contre l'assistanat » et de « famille traditionnelle », elle prend des mesures antisociales qui vont clairement aggraver la pauvreté et les inégalités.

Créé en 2019, le Revenu de Citoyenneté sera supprimé dès le mois de janvier 2024. Deux millions d'italiens, parmi les plus pauvres et les plus précaires en seront privés. C'est donc cela le programme « social » de la coalition d'extrême-droite et de droite au pouvoir avec Giorgia Meloni.

Les discours contre le Revenu de Citoyenneté reprennent des thèmes bien connus, la haine de "l'assistanat", la stigmatisation éhontée des pauvres, le racisme banal contre les habitants des régions plus pauvres du Sud. Nous avons là les principales courroies de la politique de classe que mène l'extrême droite, au profit de l'ordre financier qui en tire toujours les dividendes.

L'extrême droite italienne est bien dans une lecture classiquement néolibérale de l'économie qui fait du chômage et de la dégradation de l'emploi non pas le résultat d'une politique de l'offre ultra concurrentielle, qui comprime les salaires et précarise le travail, mais qui serait au contraire celui d'une responsabilité de l'individu qui préférerait les aides au travail. Cela en dit long sur l'idée que ces partis se font à la fois de l'humanité et du monde du travail.

Comble de cynisme, c'est le 1^{er} mai 2023, journée internationale de lutte pour les droits des travailleuses et travailleurs, que la mesure a été entérinée. La politique se nourrit aussi de symboles, et c'est bien au monde du travail que le gouvernement Italien a décidé de s'attaquer.

Une « déclaration de guerre », une « guerre sociale », les expressions des principaux syndicats italiens ne sont pas dans la demie mesure et promettent une rentrée sociale brûlante si le projet n'est pas instamment retiré, dans un pays qui subit déjà une politique d'austérité parmi les plus drastiques en Europe adossée à une inflation qui a atteint des records.

Nous apportons tout notre soutien aux organisations syndicales italiennes et nous nous joignons à elles pour continuer notre combat contre l'extrême droite.

Montreuil, le 9 août 2023